

La Lettre de l'Observatoire



Bulletin trimestriel d'avril 1997, numéro 2

L'essentiel

- Regards sur l'actualité : la PSD
- Le sujet du trimestre : la nationalité des Travailleurs Indépendants en 1996
- Observatoire Alptis : sortie du livre "Les Travailleurs Indépendants" aux éditions Economica
- La prochaine étude de l'Observatoire

L'Observatoire Alptis de la Protection Sociale est une association réunissant les associations de prévoyance de l'Ensemble Alptis, d'universitaires, de chercheurs et de personnalités représentant le monde des travailleurs indépendants et des petites entreprises. Il se compose d'un *Conseil d'Administration*, d'un *directeur scientifique* (M. Piatecki), d'un *chargé de recherche* (M. Ferrier) et d'un *comité scientifique* (composé de MM. Bichot, Duru, Lancry et Riondet). Son premier objectif est d'appréhender le problème de la protection sociale des travailleurs indépendants, des très petites entreprises et de leurs salariés. Son rôle est de recueillir, de traiter et de diffuser de

l'information sur la protection sociale des travailleurs indépendants et des salariés des très petites entreprises. La Lettre de l'Observatoire, quant à elle, porte un regard sur l'actualité sociale, économique et juridique en la recentrant sur les problématiques des mêmes populations.

Regards sur l'actualité sociale et juridique



La Prestation Spécifique Dépendance : les Indépendants sont-ils plus spécifiquement dépendants ?

Nous cherchons à savoir dans quelle mesure les indépendants sont concernés par la Prestation Spécifique Dépendance (PSD). Les questions que nous sommes en droit de nous poser sont les suivantes : compte-t-on parmi les bénéficiaires de cette nouvelle prestation plus d'anciens indépendants ? Le risque de perte d'autonomie est-il bien couvert chez les indépendants ? Que va changer la substitution de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) par la PSD à cela ? Nous ne polémiquerons pas sur la PSD et sa pertinence, mais nous contenterons de dire qu'au moins deux motifs justifient que l'on puisse se pencher plus avant sur la PSD vis-à-vis des indépendants : (i) des différences dans la prise en charge par les régimes (pour lesquels la notion d'invalidité peut différer de l'un à l'autre) et (ii) des différences dans les populations.

Ces points sont trop importants pour être étudiés en détail ici. L'espérance de vie des indépendants est nettement supérieure à la moyenne (près de deux ans à 60 ans). Avant 75 ans, la probabilité de décès des indépendants est plus faible que pour les autres actifs, à l'exception des femmes de plus de 60 ans. En conséquence, on peut penser que les indépendants sont, toutes choses égales par ailleurs, plus sujets à la dépendance.

S'agissant de la dépendance, le critère de l'espérance de vie ne peut pas être retenu seul. En effet, c'est le critère de vieillissement en bonne santé qui doit être mis en avant. A défaut de posséder des données sur le vieillissement en bonne santé, nous disposons de données sur le vieillissement prématuré. Pour analyser le vieillissement différentiel selon les Professions et Catégories Socioprofessionnelles, le

Espérance de vie des Travailleurs Indépendants, en années, en 1975 et en 1995

Espérance de vie, en années	1975	1995	Evolution (en %)
Hommes à 35 ans	38,3 (35,2) ⁽¹⁾	41,4 ⁽²⁾ (39,3) ⁽²⁾	+ 3,1 ans (+ 4,1)
Hommes à 60 ans	17,6 (15,8) ⁽¹⁾	20,0 ⁽²⁾ (18,4) ⁽²⁾	+ 2,4 ans (+ 2,6)

Sources : INSEE, CREDES. Les chiffres entre parenthèses correspondent aux moyennes nationales. ⁽¹⁾chiffres 1970, ⁽²⁾chiffres 1989.

Lecture : entre 1975 et 1995, le gain en espérance de vie des Travailleurs Indépendants hommes âgés de 35 ans a été plus faible que celui de la moyenne nationale.

Le sujet du trimestre



La Nationalité des Travailleurs Indépendants en 1996

Ici, nous exploitons les résultats, que nous avons complètement retraités, de l'enquête emploi 1996 de l'INSEE.

Les agriculteurs sur petite exploitation (% de population étrangère : 1,2)	
Nationalité	Effectif
Français	143.947
Ressortissant des pays d'Afrique	201
Italien	540
Britannique	221
Espagnol	337
Polonais	150
Turc	265

Les agriculteurs sur moyenne exploitation (% de population étrangère : 0,92)	
Nationalité	Effectif
Français	218.304
Britannique	290
Espagnol	711
Portugais	1.016

Les agriculteurs sur grande exploitation (% de population étrangère : 0,16)	
Nationalité	Effectif
Français	402.178
Italien	123
Allemand	226
Portugais	289

Les membres des professions libérales (% de population étrangère : 1,3)	
Nationalité	Effectif
Français	342.254
Algérien	315
Marocain	685
Allemand	240
Belge	330
Portugais	803
Suisse	387
Polonais	378
Ressortissant des Etats-Unis, canadien	408
Latino-américain	135
Autres pays ou apatride	738

Les artisans (% de population étrangère : 7,47)	
Nationalité	Effectif
Français	734.482
Algérien	5.952
Tunisien	4.470
Marocain	2.294
Ressortissant des pays d'Afrique	2.421
Vietnamien, cambodgien, laotien	720
Italien	6.873
Allemand	756
Belge	1.316
Britannique	1.340
Espagnol	3.372
Portugais	12.556
Suisse	700
Polonais	786
Yougoslave	1.609
Turc	4.546
Ressortissant d'autres pays européens (y compris URSS)	3.158
Ressortissant des Etats-Unis, canadien	267
Autres pays ou apatride	1.744

Les commerçants et assimilés (% de population étrangère : 7,8)	
Nationalité	Effectif
Français	651.309
Algérien	11.826
Tunisien	1.272
Marocain	7.624
Ressortissant des pays d'Afrique	1.965
Vietnamien, cambodgien, laotien	1.170
Italien	3.851
Allemand	850
Belge	1.882
Hollandais	228
Britannique	2.664
Grec	697
Espagnol	2.486
Portugais	5.101
Turc	1.953
Ressortissant d'autres pays européens (y compris URSS)	2.021
Latino-américain	1.222
Autres pays ou apatride	3.996

Les chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus (% de population étrangère : 4,05)	
Nationalité	Effectif
Français	123.272
Algérien	766
Marocain	557
Allemand	403
Belge	379
Britannique	313
Espagnol	366
Portugais	677
Yougoslave	277
Ressortissant d'autres pays européens (y compris URSS)	225
Ressortissant des Etats-Unis, canadien	637
Autres pays ou apatride	391

Les artisans, comme les commerçants et assimilés sont ceux parmi lesquels on compte à la fois le plus fort taux de population étrangère et le plus grand nombre de nationalités : on a une mosaïque de nationalités. A l'inverse, chez les agriculteurs, il y a peu de nationalités et le taux de population étrangère est très faible. Chez eux, la répartition des nationalités dépend de la taille de l'exploitation.

Chez les artisans, il y a une dominante de portugais et d'italiens.

Chez les commerçants, il y a une dominante de marocains et d'algériens.

Chez les agriculteurs, la répartition des nationalités diffère selon la taille de l'exploitation.

Notons enfin qu'entre 1975 et 1995, la part d'étrangers chez les indépendants bien qu'ayant plus que doublé, reste très en dessous de la moyenne nationale (passant de 2% en 1975 à 4,1% en 1995).

Vieillessement relatif selon la Profession et Catégorie Socioprofessionnelle de la personne de référence (18 ans et plus)

PCS de la personne de référence	18 à 64 ans		65 ans et plus		Ensemble	
	Vieillessement relatif (en années)	Effectif observé	Vieillessement relatif (en années)	Effectif observé	Vieillessement relatif (en années)	Effectif observé
Exploitant agricole	-1,56	671	-1,04	418	-1,35	1.089
Profession indépendante	-1,55	1.238	-0,25	322	-1,24	1.560
Cadre supérieur et profession libérale	-2,36	1.655	-2,30	219	-2,36	1.874
Profession intermédiaire	-0,49	2.672	-0,11	355	-0,44	3.027
Employé	0,99	1.815	0,63	406	0,89	2.221
Ouvrier qualifié	0,93	3.178	0,58	525	0,88	3.703
Ouvrier non qualifié	2,51	1.144	1,43	337	2,25	1.481
Ensemble	-0,00	12.548	-0,00	2.606	-0,00	15.154
Ecart-type inter classe du vieillissement relatif	2,17		1,00		1,89	

Source : CREDES. Mizrahi & Mizrahi (1995, p. 4). "Vieillessement relatif par groupes socio-économiques : personnes âgées et autres adultes".

Lecture : les personnes appartenant à des ménages d'ouvriers non qualifiés accusent un vieillissement prématuré de 2,25 ans et celles appartenant à des ménages de cadres supérieurs ou de professions libérales bénéficient d'un vieillissement "tardif" de 2,36 années.

CREDES utilise la notion de vieillissement relatif, en comparant l'état de santé réel d'une personne à celui auquel on pourrait s'attendre compte tenu de son âge et de son sexe. Le vieillissement relatif correspond à la notion intuitive de personnes "prématurément vieilles" ou au contraire "encore jeunes pour leur âge", du fait de leur état de santé (Mizrahi & Mizrahi [1995, p. 2] "Vieillessement relatif par groupes socio-économiques : personnes âgées et autres adultes"). Sur le plan du vieillissement relatif, on observe des différences importantes selon les Professions et Catégories Socioprofessionnelles. Les Travailleurs Indépendants vieillissent moins prématurément que les autres et les cadres et membres des professions libérales se détachent nettement des autres. On observe que le vieillissement est

plus prématuré dans la période d'activité que dans la période de retraite. S'agissant de la PSD, c'est la mesure du vieillissement relatif entre 65 ans et plus qui nous intéresse plus particulièrement. Les différences restent marquées, surtout concernant les membres des professions libérales. Si l'on suppose que la mesure du vieillissement relatif est un bon indicateur du vieillissement en bonne santé, on peut alors en déduire que la PSD concerne en moyenne moins les (anciens) indépendants que les (anciens) membres des autres Professions et Catégories Socioprofessionnelles. Ainsi, nous notons chez les indépendants deux effets (un vieillissement relatif moins marqué et une espérance de vie plus grande) qui les distinguent des autres Professions et Catégories Socioprofessionnelles.

Observatoire Alptis : sortie du livre "Les Travailleurs Indépendants" aux éditions Economica



Les Travailleurs Indépendants

Dans le premier numéro de la Lettre de l'Observatoire, nous avons annoncé la sortie prochaine de l'étude intitulée "L'environnement socio-économique des Travailleurs Indépendants : quelle évolution depuis 20 ans ?". Elle est désormais disponible chez les "grands" libraires (FNAC, par exemple) aux éditions Economica pour la somme de 200 F. Nous en rappelons quelques éléments. L'étude rassemble de nombreuses informations collectées auprès de grands organismes publics d'informations (INSEE, CREDES, CANAM, etc.). Sa structure apporte au lecteur un confort et une rapidité dans sa recherche.

Elle se compose de 12 chapitres qui permettent de cerner l'environnement socio-économique des travailleurs indépendants. Elle comprend une étude de **statistique comparative** sur la période 1975-1995 et une étude **prospective** sur la période 1995-2015.

Nous y avons systématiquement recentré les problématiques des travailleurs indépendants en particulier, par rapport à celles des français en général. Enfin, les Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS) de Travailleurs Indépendants ont aussi été traitées indépendamment les unes des autres.

La prochaine étude de l'Observatoire

Dans cette rubrique, nous donnons des éléments d'information qui suivent l'avancée de la prochaine étude intitulée "L'accumulation patrimoniale des Travailleurs Indépendants : théorie et faits".

Composition du patrimoine des ménages d'indépendants selon la Profession et Catégorie Socioprofessionnelle, à la fin 1992, en %

	Ensemble du patrimoine brut (en milliers de francs par ménage)	Patrimoine domestique	Patrimoine de rapport	Patrimoine professionnel
Professions libérales	3.900	24,2	49,2	26,6
Anciens indépendants non agricoles	2.900	22,6	76,6	0,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2.830	21,7	51,4	26,9
Agriculteurs exploitants	2.340	19,6	28,3	52,1
Anciens agriculteurs	1.050	30,5	60,3	9,2
Ensemble	1.110	38,0	52,6	9,4

Source : INSEE (Tableaux de l'Economie Française, 1996-1997, p. 109).

Lecture : à la fin 1992, le patrimoine brut des anciens indépendants non agricoles est composé à 76,6% de patrimoine de rapport. Ce même patrimoine de rapport entre environ dans la même proportion dans le patrimoine brut des anciens salariés (61,3%) et des anciens agriculteurs (60,3%).

Note : le **patrimoine de rapport** comprend l'ensemble des placements physiques ou financiers que font les particuliers lorsqu'ils mettent à la disposition d'autrui des terres, des immeubles ou des liquidités en contrepartie d'un versement monétaire. Le **patrimoine domestique** regroupe les résidences principales et secondaires, les logements vacants destinés au propriétaire et les liquidités personnelles du ménage. Le **patrimoine professionnel** recouvre le patrimoine possédé (et non pris en location) par les membres des professions indépendantes qui l'utilisent pour exercer leur activité. Il comprend des équipements, du cheptel, des bâtiments, des terrains et terres agricoles, des liquidités à usage professionnel et des éléments dits "incorporels" (droit au bail, valeur de la clientèle...). Il ne comprend pas les actions non cotées des personnes qui dirigent leur propre société, fût-elle de petite taille. Plus généralement, il ne comprend pas les actions, cotées ou non.

La modification progressive de structure du patrimoine des Travailleurs Indépendants s'est faite au détriment de la composante professionnelle du patrimoine (outil de travail) et au profit de la composante de rapport (placements divers). C'est pourquoi, notre étude du patrimoine des Travailleurs Indépendants ne saurait se soustraire à l'étude approfondie de ce patrimoine de rapport (et donc à l'étude de leur comportement en matière de détention d'actifs financiers). Elle devra préciser la nature des actifs financiers qui font l'objet d'une enquête de l'INSEE (Dumontier, F. & Valdelièvre, H. (1994), "Les actifs financiers détenus par les ménages en 1991-1992", *Consommation et mode de vie* n° 59, INSEE Résultats) afin de mieux appréhender en quoi les différences de produits financiers contribuent à expliquer les différences de taux de possession selon les Professions et Catégories Socioprofessionnelles. Notons que si notre étude consacre une partie spécifique aux actifs

financiers, elle n'occulte évidemment pas les autres formes d'actifs patrimoniaux (résidence principale et secondaire, etc.). Nous décrirons (simplement) le comportement des indépendants vis-à-vis de chaque catégorie d'actifs financiers. Ainsi, par le filtre de notre analyse, nous pourrions mettre en évidence des différences de comportements entre les PCS. Par exemple, le fait d'ouvrir un PEP nécessite une certaine discipline (Denoune, M. [1994, p. 201], *Placements : comment gérer votre patrimoine ?* Delmas). A cet égard, les membres des professions libérales sont-ils plus disciplinés que les autres ? Nous ne prétendons pas faire une analyse complète de gestion de patrimoine mais simplement donner quelques éclairages à ceux qui ne sont pas familiers avec la gestion des produits financiers. Du reste, notre description se limitera volontairement aux produits qui ont fait l'objet de l'étude de l'INSEE. Voici un exemple concernant la détention de Codévi.

LE CODEVI

Description du produit

Le CODEVI a été créé en 1983, à l'initiative de L. Fabius, alors Ministre de la Recherche et de l'Industrie, dans le but de favoriser le développement de l'industrie. Les 4,5% d'intérêt qu'il rapporte sont exonérés d'impôt. Disponible auprès de tous les organismes financiers, il est plafonné à 15.000 francs par contribuable (au 22/10/96, le taux est de 3,5% et le plafond de 30.000 francs, versés en une seule fois ou progressivement). Chaque ménage ne peut ouvrir que deux comptes.

Détention caractéristique du produit

Le CODEVI est un compte liquide qui présente de fortes ressemblances dans ses caractéristiques avec le Livret A ou le Livret Bleu. Par rapport à ces comptes sur livret, la distinction est essentiellement fondée sur l'affectation des sommes collectées. Le CODEVI devait drainer l'épargne vers l'industrie afin (i) d'alimenter un Fonds de modernisation industriel et (ii) de permettre la distribution de crédits aux PME à un taux de 9,25%. La suppression du Fonds de modernisation en 1986 s'est accompagnée en 1988, dans le cadre du plan-emploi,

d'une réorientation exclusive des fonds collectés vers le financement des besoins de trésorerie et de financement des PME. De 1988 à 1991, 58 milliards de francs ont ainsi été distribués à ce titre, le relèvement du plafond (le plafond d'origine de 10.000 francs a été relevé le 1er août 1991) ayant permis de faire passer de 16 à 25 milliards la tranche annuelle de prêts. Sur cette tranche, 5 milliards ont été mis à la disposition de la Caisse Centrale de Crédit Coopératif, du Crédit d'Équipement aux PME et des sociétés de développement régional, dont l'une des vocations, rappelons-le est leur participation, au moyen de prêts bonifiés, au renforcement des fonds propres des entreprises. Outre le relèvement du plafond, les dispositions d'août 1991 se sont accompagnées d'un relèvement de 100 à 500 millions de francs du chiffre d'affaires maximum des entreprises éligibles aux prêts bancaires financés sur ressources CODEVI, les établissements de crédit prenant par ailleurs l'engagement d'abaisser de 9,25% à 8,75% le taux minimum des prêts découlant de ces ressources. Le déplacement d'argent sans création d'épargne nouvelle et l'absence

de relance réelle de l'investissement ont largement contribué à nourrir la critique à l'égard du CODEVI. En 1991, les indépendants sont en moyenne et en proportion plus nombreux que les autres à détenir un CODEVI et ainsi à contribuer (sciemment ou non) à alimenter les caisses de l'industrie. A cet égard, on observe une proximité de comportement entre les indépendants et les cadres. En 1991, 28,7% des gros indépendants possèdent un CODEVI, soit près de 40% de plus que l'ensemble des PCS.

Détention de CODEVI (A07), selon le niveau social, en % pondérés

Agriculteurs	28,8
Petits indépendants	22,3
Gros indépendants	28,7
Professions libérales	29,6
Cadres	30,3
Professions intermédiaires	24,1
Employés	18,1
Ouvriers qualifiés	17,6
Ouvriers non qualifiés	13,7
Inactifs n'ayant jamais travaillé	2,9
Ensemble	20,8
Ecart-type (hors ensemble)	8,7

Source : INSEE

La Lettre de
l'Observatoire Alptis
est une publication
trimestrielle éditée par
l'Observatoire Alptis
de la Protection Sociale

12, rue Clapeyron
75379 PARIS CEDEX 08

Tél : 01 44 70 75 64

Fax : 01 44 70 75 70

E-mail : observatoire@alptis.fr

Directeur de publication :
G. COUDERT

Ont contribué à la rédaction
de ce numéro :

O. FERRIER

Réalisation :

C. DUMOLLARD

Dépôt légal en cours